La Commune

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union européenne. Pour cela il comptera sur le soutien de tous les partis qui acceptent la Constitution monarchique de 1978. Tout cela alors que l'OCDE range l'État espagnol parmi les pays où le taux de travailleurs pauvres est le plus élevé.

Le pacte PP-PSOE pour les marchés et l’Union européenne

Les deux partis n'auront guère attendu pour réaliser la grande coalition demandée par l'ex-premier ministre de la monarchie, Felipe González. *PP* et *PSOE* viennent ainsi de marginaliser *Podemos* et *Ciudadanos* qui postulaient pour en faire partie. Comme le souligne*El País* : *« l'exécutif rend évident devant l'électorat, les marchés et l'Union européenne qu'il préfère comme partenaire le* PSOE*. Le* PSOE *qui n'a pas encore résolu sa crise de direction, cherche à récupérer son aplomb et démontrer que ces alliances sont utiles pour la société »*. En quoi consiste donc ce pacte ? *El País* y répond : « *cette avalanche de mesures fiscales fait partie du plan budgétaire que le gouvernement remettra à la Commission européenne comme la garantie qu'elle tiendra son engagement de déficit pour l'année prochaine. L'Espagne aura à faire un ajustement budgétaire d'environ seize milliards pour réduire le déficit à 3,1% du PIB. Cet accord n'est que le début et il ouvre la voie à des accords plus larges entre le* PP *et le* PSOE *sur les réformes dont l'Espagne a besoin »*. Aussitôt, les dirigeants syndicaux ont déclaré à l’encontre du *PSOE* : « *c'est un coup de poignard donné aux syndicats »*.

Dialogue ou riposte ?

Il faut dire que les *Comisiones Obreras (CCOO)* et l'*Unión General de Trabajadores (UGT)* avaient, eux aussi, ouvert le dialogue avec le gouvernement et que celui-ci avait répondu par une fin de non-recevoir à leurs demandes de dérogation de la réforme du travail et de révision de la réforme des retraites, deux contre-réformes qui vouent la classe ouvrière et les retraités à la précarité et au chômage. Or, dans le même temps, ces directions syndicales, en accord avec le *PP* et le *PSOE*, plaident pour un moratoire d'un an sur la réduction du déficit et pour des augmentations de salaires de 1,8% à 3,1% alors que le pouvoir d'achat a diminué de 9,2% depuis 2008 grâce au gel des salaires et à la hausse des prix. Elles annoncent maintenant

des journées d’action et de mobilisation, les 15 et 18 décembre au lieu de mettre directement à l’ordre du jour la grève générale, seule à même de constituer une véritable riposte.

Podemos pour l'actualisation et l'élargissement de la Constitution

Quant à *Podemos*, ce parti vient de proposer aux Cortes croupions l'actualisation et l'élargissement de la Constitution monarchique alors que la presse avait annoncé que les dirigeants de *Podemos* n'assisteraient pas aux cérémonies du jour de la Constitution. Pablo Iglesias a alors réagi en déclarant : « *bien sûr que nous allons y assister et nous dirons que nous ne comprenons pas que certains s'autoproclament constitutionalistes, en même temps qu’ils ont converti la Constitution en un chiffon de papier. Nous sommes partisans d'un consensus pour réformer la Constitution* ». Ces propos coïncident avec ceux de la vice-présidente du gouvernement qui a déclaré : « *No us sommes pour un consensus pour réformer la Constitution ».*

La signification des hommages à Castro

Mais M. Iglesias a d'autres convergences avec le gouvernement qui vient de déléguer aux funérailles du fossoyeur de la révolution cubaine, Fidel Castro, le roi déchu Juan Carlos 1er. Il a, en effet, déclaré que le tyran du peuple cubain « *est un référent de la dignité latino-américaine* ». Il est vrai que l'ex-chef de l'État cubain, en son temps, avait rendu hommage au dictateur Franco - qui avait intronisé Juan Carlos en 1969 - à sa mort en 1975 avec trois jours de deuil national.

Pour sa part *El País* déplore vivement que le roi Felipe VI et son premier ministre ne s'y rendent pas. En effet, le dictateur de la bureaucratie stalinienne cubaine a exercé le pouvoir absolu pendant 48 ans et a intronisé son frère le 31 juillet 2006, tout comme Franco l'avait fait avec la monarchie.

Pour notre part nous affirmons avec Trotsky : « *la bureaucratie pardonne la couardise, le mensonge, la trahison à une seule condition : que cela ne sorte pas de la maison. Pour ces gens-là, il y a longtemps que les lois de la responsabilité mutuelle ont remplacé celles de la révolution et du marxisme. La lutte pour un prestige personnel enflé, pour des postes et pour un niveau de vie assuré, a relégué au second plan la lutte pour la dictature prolétarienne* » *.

La classe ouvrière et les peuples de l'État-prison espagnol par les moyens de la lutte de classes utiliseront les brèches béantes ouvertes au sommet de la monarchie pour arracher leurs revendications vitales.

Domingo Blaya,
7-12-2016

** Léon Trotsky: Maria Reese et le Comintern (10-11-1933). Oeuvres 3, novembre 1933-avril 1934, p. 47. (E.D.I.)*

ou : https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1933/11/lt19331110.htm

---

Modifié le dimanche 11 décembre 2016

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

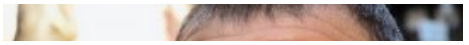
L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »